

L'ennemi est chez nous! (K.L.)

dans les Casernes

EN MANŒUVRES AU CAMP DE MOURMELON

Appel à tous les travailleurs contre le danger de Fascisation de l'Armée

Nous venons de vivre pendant trois semaines au camp de Mourmelon. Voici quelques impressions inspirées par ce séjour.

Les réservistes affectés aux différents régiments qui sont ici : 24^e, 5^e et 46^e R. I., viennent de l'extrême sud-ouest de la France : Bretagne, Vendée, Charentes, etc... On n'a pas hésité à leur faire parcourir des distances de 700 à 800 kilomètres pour une période de 21 jours.

Pourquoi n'affecte-t-on pas ces hommes dans des camps régionaux, leur évitant de tels déplacements? Ils seraient moins surpris par le changement de climat, d'habitudes, et les dépenses nécessitées par leurs déplacements pourraient être réduites au strict minimum.

Ce même problème se pose pour les militaires « appelés » de l'active.

Dans les régiments de Paris, on incorpore des Méridionaux des Nord-Africains et on expédie les Parisiens dans l'Est. Le résultat est catastrophique à tous points de vue et il y a là les causes de nombreuses bêtises commises par des hommes « pris de cafard ».

Il s'agit d'une manœuvre de division. C'est en quelque sorte une revue à grand spectacle. Le général Gouraud passant les régiments en Revue... Quel beau sous-titre pour Paris-Soir, seulement voilà, Paris-Soir oublie toujours d'indiquer ce qui se passe après la revue. Une partie des hommes couchée dans des bâtiments à peu près sains, le plus grand nombre sous des « guilouines » dont l'humidité est telle que les haricots oubliés dans les gamelles germent en une nuit. Il est vrai que si le service de police vous prend sans ceinture de flanelle dans la journée, vous n'y coupez pas de huit jours. On prend soin de la santé des soldats, ou plus exactement le règlement est toujours interprété dans le sens le plus em... pour les hommes.

Lundi 7 septembre, réveil à 5 heures. Il pleut! Le rassemblement tarde. On commence à penser qu'il n'y aura pas de départ pour le tir. Erreur, nous allons brûler quelques cartouches. La séance est écourtée. Nous rentrons à 9 heures au camp. Tout nage sous les guilouines; les effets sont détrempés et sur nous les vêtements coulent. Nous allons à la cantine prendre du carburant. Hélas! elle est fermée, le règlement ne prévoyant pas son ouverture avant 11 heures du matin.

Samedi 12, départ en permission. A midi vous serez libres. Quelques minutes avant le départ, contre-ordre. Le commandant n'autorise le départ que pour 3 heures. A 3 heu-

res rassemblement des permissionnaires, en capote. S'il a plu toute la semaine, aujourd'hui il fait une chaleur étouffante: capote quand même. Nous partons à la gare au pas cadencé, sous bonne escorte: officiers et sous-officiers. Le train spécial que nous empruntons doit arriver à 19 h. 30 à Paris: mais un train de permissionnaires c'est un peu comme un train de bestiaux.

Nous débarquons à Paris à 21 heures, au chant de *L'Internationale* et aux cris de « Remboursez! »

Le dimanche au soir, il n'y a plus d'encadrement pour nous. Il pleut. Résultat: la colonne s'étire et les derniers arrivés seront privés de permission le dimanche suivant.

Certains chants blessent les oreilles galonnées. *L'Inter* coûte 20 jours de prison à six hommes du 3^e bataillon du 5^e R. I., et 60 jours au réserviste Parent Louis, marié et père de famille, 64, rue Hoche, à Ivry. Il ira purger sa peine à Coullommiers. Et les roquets d'aboyer: « J'vais vous en foutre, moi, d'chanter *L'Internationale* ».

La presse qui nous parvient n'offre qu'une variété relative: *Matin*,

Journal, *Jour*, *Petit Parisien*, *Echo de Paris*, *Excelsior*, *Auto*. Un des camelots apporte clandestinement quelques *Œuvre* et quelques *Petit Journal*. Pas de *Populaire*. Le commandant Dastaud du 1^{er} bataillon du 5^e R. I. a pris la précaution élémentaire de nous prévenir que la lecture de tels journaux est interdite au camp... à la caserne aussi. D'ailleurs, même lorsque ce droit légitime et équitable sera imposé à l'armée, il sera encore pratiquement impossible de le lire. L'atmosphère des casernes est empoisonnée. Les officiers sont tous réactionnaires sinon fascistes. Les sous-officiers sont des imitateurs. Le colon lit *Le Jour*, le caporal-chef renégagé lit *Le Jour*. Cela fait partie du règlement. On ne dit jamais assez l'ignorance et l'affaiblissement du niveau intellectuel des cadres de l'armée qui ne pensent qu'à intriguer et se permettent toutes les bassesses et toutes les hypocrisies. Comment un 2^e classe pourrait-il déplaire délibérément à ces gens-là? Surtout lorsqu'on a deux ans à faire, il faut être prudent.

Mercredi 23: manœuvres de 48 heures. On en rave, c'est tout ce que l'on peut dire et ceux qui savent comprendront. Nous couchons

deux nuits à la belle étoile, roulés dans de mauvais couvre-pieds. Il nous est interdit de demander des sacs pour prendre les vareuses et la toile de tente: on craint une alerte de nuit. Si ce n'était pas sinistre, ce pourrait être risible. Les repas! Haricots brûlés et viande infecte, que personne ne veut. D'ailleurs pendant tout le temps des manœuvres la nourriture sera infecte.

Mais au mess des officiers on a de la dinde, des perdreaux, du lièvre, etc...

Le soir, nous pouvons aller en ville. La ville c'est en quelque sorte le camp prolongé. Des bistros: le Bar du Poilu, le Café de l'Aviation, etc... Les titres en moins, on se croirait dans les vieux quartiers de Marseille, en raison de l'atmosphère. On ne sait pas toujours où commence le café et où finit le « bordel ».

Une atmosphère de « ville de garnison ». Vous allez dire que c'est normal. Oui l'armée ne peut être que ce qu'elle est: une école de vices. Le vice engendre le vice. C'est pour cela que nous voulons que les jeunes y restent le moins possible.

A bas les périodes de réserve dans l'armée bourgeoise!

A bas les deux ans!

SOLDATS! "La Jeune Garde" vous soutient, écrivez-lui.

Les soldats demandent l'examen sérieux de toutes les propositions tendant à diminuer le temps de service, à lutter contre les officiers factieux et à améliorer les conditions de vie dans les casernes.

Il y a une trop forte poussée fasciste au sein des cadres militaires pour que soient négligées toutes mesures tendant à empêcher le développement d'un mouvement similaire à celui d'Espagne. L'exemple ibérique vient démontrer que nul travailleur ne peut rester indifférent à la vie active des casernes. N'est-ce pas les cadres militaires (fascistes) qui, aidés par le fascisme européen, viennent de consumer les principaux échecs gouvernementaux et rétablir les prérogatives patronales. Il faut que tous les travailleurs menacés s'unissent pour réclamer auprès du gouvernement de F. P. des mesures effectives pour enrayer ce danger. Il faut empêcher les cadres d'agir contre le gouvernement, contre l'intérêt et contre les travailleurs du pays, les empêcher d'agir en jonction avec les organisations patronales ou avec leurs porte-paroles: Doriol, La Rocque, en les faisant contrôler comme le prescrivent les thèmes revendicatifs établis par les soldats, par la base. Contrôle effectif aussi bien sur l'ordinaire (cause de mécontentement profond), que sur la gestion générale de l'unité. Or malgré différents cris d'alarme poussés à l'intérieur du pays par divers partis, rien n'a été changé. Les officiers continuent à maltraiter les soldats en se retranchant derrière la circulaire Daladier. Il faudrait

que soit tirée au clair l'histoire de cette fameuse circulaire? Comment se fait-il que M. Daladier envoie d'un côté une circulaire intimant aux officiers l'ordre de développer l'initiative personnelle par la collaboration étroite des cadres avec les soldats, tout en ne donnant aucune prérogative spéciale à ces derniers; et de l'autre une circulaire interdisant toute lecture des journaux y compris ceux du F. P. alors que sont vendus dans toutes les casernes les organes réactionnaires tels que: L'Ami du Peuple, National, Candide, Gringoire, Le Flambeau et autres journaux de droite. Cette même circulaire interdit toute manifestation politique dans l'armée, prescrivant des peines sévères pour quiconque serait pris à chanter *L'Internationale*. Les soldats estiment que l'on ne peut développer l'initiative que par une instruction appropriée et non par des commandements, ce développement étant subordonné à la véritable démocratisation de l'armée. C'est-à-dire à la facilité d'accès des fils du peuple à tous les grades, la liberté de discussion, de pensée, de lecture, l'éducation, l'instruction; enfin tout ce que peut comporter le mot démocratisation et non pas le favoritisme des classes bourgeoises qui existe en réalité sous ce nom. Nous nous devons d'aider nos camarades encasernés à obtenir du gouvernement de F. P. le plan de réformes qu'ils ont édité. Au travail sans retard, notre intérêt et le leur est là.

C. DAUCOURT.



Pas de danger!...

— La Belgique est neutre.

— Ah si les Trouffions pouvaient aussi proclamer "LEUR NEUTRALITÉ" !...

A BAS LES DEUX ANS !...

AU 13^e B. C. A.
A CHAMBERY

Nous recevons la lettre suivante: Nous n'ignorons rien des efforts faits par le gouvernement pour améliorer la vie des soldats dans les casernes. D'intéressantes réformes ont été réalisées. Cependant, il ne semble pas que certains de nos chefs apportent un entrain particulier à suivre les directives qui leur ont été données. C'est ainsi qu'une récente circulaire nous informait que « par suite de l'augmentation du prix du vin et de la diminution de la prime globale d'alimentation, le commandant se voit dans l'obligation de réduire à un quart par jour la ration journalière de vin ». Et nous qui croyions que le gouvernement avait augmenté la prime d'alimentation!

D'autre part, depuis le 1^{er} octobre, la nourriture a nettement changé. C'est la C. A. qui a remplacé à cette date la C. H. R. comme compagnie nourricière. Il nous restait encore la ressource d'aller à la cantine. Mais à partir du 15 octobre, les prix en ont été augmentés de 25 % « et ceci avec l'assentiment du commandant »!

DU 152^e R. I.

Au 152^e R. I., nous attendons toujours les améliorations que devait apporter à la vie du soldat la circulaire Daladier.

La nourriture n'a pas changé. Nous mangeons continuellement de la viande frigorifiée qui n'a pas moins d'un an d'abatage. Malgré la bonne volonté des cuisiniers, il est impossible de confectionner des mets à peu près potables, en raison de la médiocrité des marchandises et de l'organisation rudimentaire des cuisines. Nous ne touchons qu'un quart de vin par jour. Quant au dessert, il vient d'être supprimé totalement.

Notre capitaine ne cache même pas du tout sa haine pour le gouvernement. Un jour, qu'un camarade lui demandait une permission, il lui fit cette réponse: « Adressez-vous à Blum! »

Dans notre compagnie il existe un de ces noyaux du « Parti Social Français » auquel on accorde toutes les libertés, voire même toutes les faveurs. On donne à ces messieurs des permissions spéciales pour qu'ils puissent assister aux réunions de leur

parti. A nous, il nous est interdit de faire de la politique, mais les fascistes ne se gênent pas pour diffuser leur brochures et leurs journaux.

1^{er} GENIE, A STRASBOURG

Nous sommes enrégimentés depuis 47 jours et notre instruction a été extrêmement poussée à tel point que ce matin a eu lieu le passage sous le drapeau.

Nous avons posé, pour la Toussaint, une permission de 48 heures, la plupart pour Paris ou autres localités; or, il est fortement question de nous la supprimer.

Alors que nos camarades alsaciens bénéficient de leurs permissions de 24 et 36 heures qui leur permettent de voir leur famille, nous en sommes réduits à vivre dans l'expectative. Après deux mois de travail il serait juste que nous partions pour 48 heures.

Si cela doit durer comme cela pendant 2 ans!

A bas les 2 ans.

« Au nom de ceux qui partent et dont je suis... » avait déclaré le secrétaire confédéral dans son discours aux obsèques de Jaurès. Cependant, il reste à Paris... provisoirement. Après quelques jours de silence, il reprend sa collaboration régulière à la bataille syndicaliste. Dès le 12 août, il manifeste sa préoccupation principale: il faut donner d'urgence du travail à ceux qui ne sont pas partis... parce que l'oisiveté est mauvaise conseillère. Sait-on jamais ce que les ouvriers syndiqués d'une propagande antimilitariste encore toute récente, seraient capables de faire. Si on leur laissait le temps de penser, ou de relire les appels à la grève générale du secrétaire de la C. G. T., publiés dans le même journal 15 ans plus tôt?

« Laissez l'oisiveté régner en maître serait une faute grave. Dans le désordre, les esprits s'inquiètent, se tendent aux moindres bruits, et peuvent se laisser aller aux erreurs passagères, mais néanmoins préjudiciables. Donner du travail... c'est se prémunir contre les excès des masses oisives, c'est aussi favoriser un relèvement de la moralité publique!!!

Le lendemain, Jouhaux nous gratifie d'un nouvel article, dont le titre est tout un programme: « Profitons-en! » « En », c'est la guerre.

« Il faut profiter de toutes les situations » dit Jouhaux. Profitez-en bien, camarades du front. On n'a pas tous les jours le bonheur d'être dans les tranchées. Quant à « nous » (sans doute ceux de l'arrière!) nous avons aussi des « profits » en perspective: « le blocus allemand que la flotte anglaise rend libre notre action commerciale sur la mer; profitons-en pour nous ravitailler d'abord, assurer du travail ensuite et constituer notre supériorité dans le domaine de l'importation et de l'exportation pour l'avenir. » La guerre ne sera pas mauvaise pour tout le monde... Faites-vous bien tuer, camarades du front, pour assurer de bon débouchés à l'impérialisme français. Ne vous a-t-on pas dit que vous deviez lutter jusqu'à la mort contre l'impérialisme... allemand!

Cependant, les nouvelles du front sont très mauvaises. L'avance sur Paris, se poursuit. Le gouvernement dissimule les mauvaises nouvelles. Puis, ne pouvant plus les tenir secrètes,

1914 = 1936

LA GUERRE...
A BORDEAUX!

tes, il charge la presse de les annoncer en les neutralisant par l'annonce d'une sensationnelle avance des Russes, inventée de toutes pièces pour la circonstance. C'est le moment où le « Matin » proclame en titres triomphants: « Les Russes à cinq étages de Berlin ». A la « Bataille Syndicaliste », c'est Jouhaux qui se charge de faire le stratège (en chambre...): « De la confiance, du sang-froid... Un recul momentané de troupes ne constitue pas une défaite, quand ce recul a pour but de ne pas exposer inutilement la vie des soldats. (Chacun sait que c'est pour cela...) » « Ne nous effrayons pas et pensons

que chaque jour qui s'écoule augmente l'angoisse des dirigeants allemands.

« Certes, leurs avant-gardes foulent le sol français, mais les masses russes avancent sur Berlin... »

« Ayons confiance dans l'issue finale de cette guerre du droit contre la barbarie. »

« Oui, ayons confiance, tout en nous préparant à mettre au service de notre cause la totalité de nos forces et de notre intelligence. (Mais pour qu'elles servent plus longtemps, il ne faut pas les exposer...) »

« Notre sang-froid devant le danger, notre courage exalté par la haine de l'impérialisme (allemand...), sauveront, nous en avons la certitude, le monde du colonialisme prussien. »

Du sang-froid devant le danger, le secrétaire confédéral n'en manque pas. Le 30 août, les avions allemands ont fait leur première apparition au-dessus de Paris. Aussitôt il se prépare à partir... pour Bordeaux! La fuite gouvernementale doit être accompagnée d'une fuite confédérale. Cependant, il ne demande l'avis de personne. Seule, une discussion violente avec Lenoir l'obligera à retarder son départ de vingt-quatre heures pour que le Comité confédéral puisse discuter de la question. A cette séance, Jouhaux déclara que, quelle que soit la décision du Comité, il partirait quand même. Finalement, il fut autorisé à partir « quand même », avec une commission de quatre autres membres, qui aurait « pour mission, en cas de nécessité, et continuer les rapports avec les Bourses et Unions départementales et de faire face aux éventualités qui pourraient surgir ». Mission précise et urgente, comme on voit. Il était temps

qu'on en chargeât Jouhaux. Sa place était retenue dans le train présidentiel...

Le ministre Ribot reconnu plus tard que le départ pour Bordeaux, « dans les conditions où il eut lieu, la nuit, à la gare d'Auteuil, ressembla trop à une fuite... Notre arrivée à Bordeaux, le matin, fut d'une morne tristesse. »

Mais l'essentiel n'est-il pas d'avoir préservé toutes ses forces, toute son intelligence, pour les mettre au service de la nation? Aussitôt arrivés, les cinq membres de la C. G. T., en attendant l'encerclement de Paris, acceptent de faire des tournées de propagande patriotique pour le compte du Gouvernement. Jouhaux essaie même de se faire nommer « commissaire à la nation » (c'est-à-dire, sans doute, commissaire au nationalisme?) « à titre personnel », pour ne pas avoir à demander l'autorisation de la C. G. T., qui, ainsi, ne sera pas du tout engagée dans l'Union Sacrée. Oh! mais, pas du tout...

MARS.